

INSTITUUT VOOR  
DE GELIJKHEID  
VAN VROUWEN  
EN MANNEN



INSTITUT  
POUR L'ÉGALITÉ  
DES FEMMES  
ET DES HOMMES

**ÉVALUATION DE L'APPLICATION DE LA 'CIRCULAIRE GENDER  
BUDGETING' DANS LE CADRE DU  
BUDGET 2019**



## CONTENU

1. Remarques préalables .....	3
2. Analyse de la proposition de budget général des dépenses pour 2019 .....	4
2.1. SPF Chancellerie du Premier Ministre (section 02) .....	6
2.2. SPF Stratégie et Appui (section 06).....	7
2.3. SPF Justice (section 12).....	8
2.4. SPF Intérieur (section 13).....	9
2.5. SPF Affaires Étrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement (section 14) .....	10
2.6. Ministère de la Défense (section 16) .....	12
2.7. SPF Finances (section 18).....	14
2.8. SPF Emploi, Travail et Concertation sociale (section 23) .....	15
2.9. SPF Sécurité sociale (section 24).....	16
2.10. SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement (section 25) .....	17
2.11. SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie (section 32) .....	18
2.12. SPF Mobilité et Transports (section 33).....	19
2.13. SPP Intégration sociale, Lutte contre la Pauvreté et Économie sociale (section 44) .....	20
2.14. SPP Politique scientifique (section 46) .....	21



## 1. Remarques préalables

En application de la 'circulaire gender budgeting'<sup>1</sup>, les allocations budgétaires doivent être réparties en trois catégories<sup>2</sup>.

- Catégorie 1 :  
La première catégorie reprend les crédits qui concernent le fonctionnement interne ou ne présentent pas de dimension de genre. Il s'agit principalement ici des crédits techniques, comme l'achat de matériel ou des crédits prévus pour des intérêts de retard. Les crédits relatifs au personnel appartiennent également à cette catégorie, parce qu'ils ne concernent pas la politique menée par l'administration à l'encontre de son public-cible.
- Catégorie 2 :  
La seconde catégorie comprend les crédits relatifs aux actions visant à réaliser l'égalité entre les femmes et les hommes.  
On peut citer les salaires des fonctionnaires genre ou diversité, le budget destiné à des actions visant à augmenter la présence des hommes ou des femmes là où ils/elles sont sous représenté(e)s (par exemple, le secteur des soins de santé, etc. pour les premiers et les milieux scientifiques, les travailleurs indépendants, etc. pour les secondes) ou encore les crédits servant spécifiquement à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans différents domaines (prévoir des formations pour des femmes sans qualification, lutter contre la violence faite aux femmes, ...).  
Ces crédits, qui sont mentionnés à l'art. 2, § 2 de la loi, doivent être intégrés à la note de genre.
- Catégorie 3 :  
La troisième et dernière catégorie comprend tous les autres crédits, c'est-à-dire les crédits relatifs à des dossiers qui concernent une politique publique et qui présentent une dimension de genre.  
Il s'agit des frais pour des projets ou actions (par exemple des crédits pour un projet-pilote relatif à la politique menée en matière de drogues, des crédits pour des initiatives visant à promouvoir le fonctionnement de la police, etc.), marchés publics (comme les recherches, les campagnes, etc.), subsides, allocations et dotations.  
Pour ces crédits, il faut réfléchir à la façon dont on peut tenir compte, dans le dossier concerné, de la dimension de genre, et indiquer ceci dans la justification des allocations de base en ajoutant un commentaire genre. Ce commentaire doit expliquer quelles actions seront entreprises afin de s'assurer de la prise en compte de la dimension de genre.

Le chiffre '0' a été attribué aux allocations de base pour lesquelles le SPF Stratégie et Appui de la Gestion n'a reçu aucune catégorisation.

Le SPF Stratégie et Appui a décidé de ne pas reprendre la catégorisation des allocations de base dans la colonne CRIPG<sup>3</sup> mais de créer une colonne G séparée pour ce faire.

---

<sup>1</sup> Circulaire relative à la mise en œuvre du gender budgeting conformément à la loi du 12 janvier 2007 visant au contrôle de l'application des résolutions de la conférence mondiale sur les femmes réunie à Pékin en septembre 1995 et intégrant la dimension de genre dans l'ensemble des politiques fédérales. Celle-ci peut être consultée au : [http://igvm-iefh.belgium.be/fr/binaries/Circulaire%20gender%20budgeting%20FR1\\_tcm337-118945.pdf](http://igvm-iefh.belgium.be/fr/binaries/Circulaire%20gender%20budgeting%20FR1_tcm337-118945.pdf)

<sup>2</sup> L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes a publié un manuel qui explique la procédure à suivre et qui donne des exemples concrets. Ce manuel peut être consulté au : [http://igvm-iefh.belgium.be/fr/publications/handleiding\\_voor\\_de\\_toepassing\\_van\\_gender\\_budgeting\\_binnen\\_de\\_belgische\\_federale\\_ov\\_erheid.jsp](http://igvm-iefh.belgium.be/fr/publications/handleiding_voor_de_toepassing_van_gender_budgeting_binnen_de_belgische_federale_ov_erheid.jsp)

<sup>3</sup> Les codes qui ont pu apparaître dans cette colonne étaient les suivants :

- C : dépenses affectées au service financier de dépenses préfinancées.
- R : dépenses totalement prises en considération pour la recherche et les services publics scientifiques.
- I : dépenses totalement prises en considération en tant qu'investissement public.
- P : transfert (en tout ou en partie) à un "parastatal".
- G : dépenses prises en considération pour le gender budgeting.



## 2. Analyse de la proposition de budget général des dépenses pour 2019<sup>4</sup>

Parmi les 14 sections analysées (les SPF, le Ministère de la Défense et les SPP), 12<sup>5</sup> disposent d'allocations de base qui ne sont pas catégorisées.

Lors de la catégorisation, 9 sections<sup>6</sup> ont indiqué disposer d'allocations de base relatives à des dossiers présentant une dimension de genre (catégorie 3).

2 sections<sup>7</sup> ont indiqué avoir, dans leur budget, des allocations de base relatives à des dossiers ayant pour objectif spécifique de promouvoir l'égalité des femmes et des hommes (catégorie 2).

Pour 4 sections<sup>8</sup>, la catégorisation nous permet de déduire qu'aucune des allocations de base de leur budget ne concerne des dossiers présentant une dimension de genre ou ayant spécifiquement pour objectif de promouvoir l'égalité des femmes et des hommes.

Aucune note de genre n'a été présentée pour les allocations de base de la catégorie 2.

Le SPF Sécurité sociale, le SPF Mobilité et Transports et le SPP Intégration sociale, Lutte contre la Pauvreté et Économie sociale indiquent, dans la justification des allocations de base, pour (quasiment) chaque allocation de base, à quelle catégorie ces allocations appartiennent. Le SPF Chancellerie du Premier Ministre fait cette démarche par programme et le Ministère de la Défense par activité.

Conformément à la circulaire, le SPF Finances, le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, le SPF Mobilité et Transports, le SPP Intégration sociale, Lutte contre la Pauvreté et Économie sociale et le SPP Politique scientifique ont fourni, dans la justification des allocations de base, un commentaire genre pour (presque) chaque allocation de base qui était classée en catégorie 3. Le SPF Chancellerie du Premier Ministre a fourni des informations générales sur la stratégie de genre de deux programmes, sans spécifier pour chaque allocation de base comment la dimension de genre serait prise en compte. Le SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement a fait la même chose pour la Direction Générale Coopération au Développement et Aide Humanitaire, mais a également fourni un commentaire genre spécifique portant sur une allocation de base appartenant à un autre département.

Vous trouverez ci-dessous une brève analyse par section de l'application du gender budgeting au budget 2017 des différents SPF, SPP et du Ministère de la Défense.

Nous mentionnons ci-après, pour chaque administration publique, le nombre d'allocations de base par catégorie, ainsi que le pourcentage que représente la catégorie en question dans le total des allocations de base de l'administration concernée. Nous mentionnons également le montant exact

---

<sup>4</sup> Tout au long de l'année 2019, le gouvernement était en affaires courantes. Par conséquent, la proposition de budget pour 2019 n'a pas été adoptée, mais le Parlement a approuvé des crédits provisoires en 4 tranches. L'évaluation a été réalisée sur la base de l'ensemble des crédits d'engagement de ces 4 tranches. Pour la justification des allocations de base, les documents établis pour la proposition de budget 2019 ont été utilisés, de sorte qu'il y a parfois un écart entre la catégorisation des tranches et celle de la justification des allocations de base.

<sup>5</sup> SPF Stratégie et Appui, SPF Justice, SPF Intérieur, SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, Ministère de la Défense, SPF Finances, SPF Sécurité Sociale, SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie, SPF Mobilité et Transports, SPP Intégration sociale, Lutte contre la Pauvreté et Économie sociale et SPP Politique scientifique.

<sup>6</sup> SPF Chancellerie du Premier Ministre, SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, SPF Finances, SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, SPF Sécurité Sociale, SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, SPF Mobilité et Transports, SPP Intégration sociale, Lutte contre la Pauvreté et Économie sociale et SPP Politique scientifique.

<sup>7</sup> SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement et Ministère de la Défense.

<sup>8</sup> SPF Stratégie et Appui, SPF Justice, SPF Intérieur et SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie.



que représente chaque catégorie, ainsi que le pourcentage que ce montant représente par rapport au montant total.

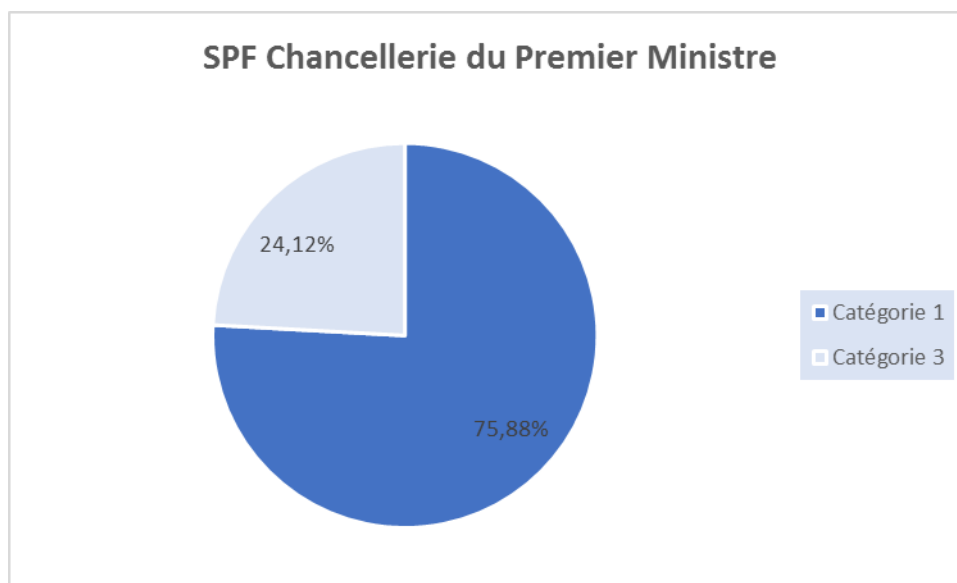
Nous formulons ensuite une conclusion sur

- la catégorisation ou non des allocations de base ;
- le fait que cette catégorisation soit correcte ;
- l'ajout d'une note de genre et de commentaires genre lorsque c'est nécessaire.



## 2.1. SPF Chancellerie du Premier Ministre (section 02)

- Catégorie 0 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)
- Catégorie 1 : 72 allocations de base (86,75 % du total) pour un montant de 195.503,00 kEUR (75,88 % du total)
- Catégorie 2 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)
- Catégorie 3 : 11 allocations de base (13,25 % du total) pour un montant de 62.149,00 kEUR (24,12 % du total)



Pourcentage du montant total

### CONCLUSION :

Toutes les allocations de base ont été catégorisées.

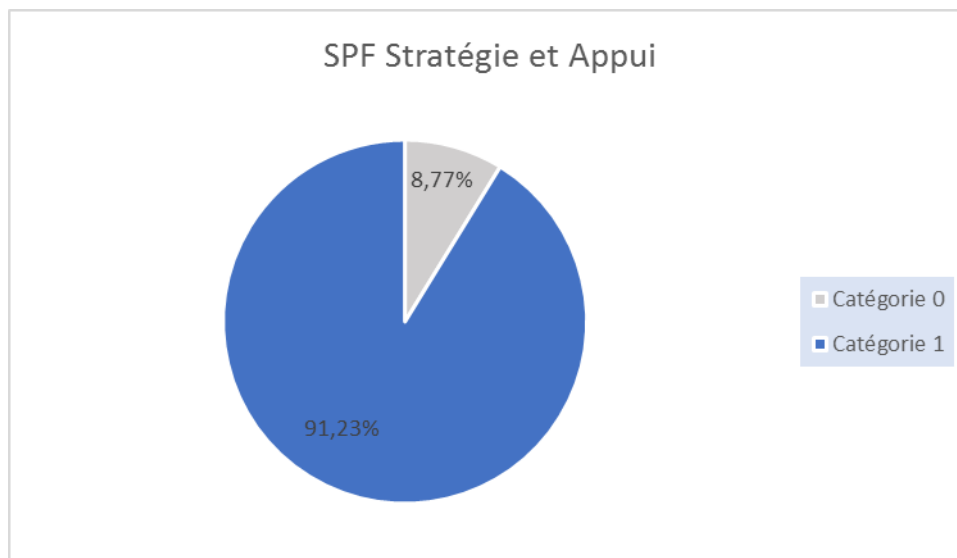
11 allocations de base ont été placées dans la catégorie 3. Les autres allocations de base ont été classées dans la catégorie 1. Toutefois, certaines d'entre elles appartiennent peut-être à la catégorie 3, par exemple les 'Dépenses diverses relatives à la Cybersécurité' (34.10.12.11.30) et 'Fonctionnement' (31.01.12.11.01).

Comme il n'y a pas d'allocations de base de la catégorie 2, aucune note de genre n'a été jointe. La justification des allocations de base ne donne pas toujours d'information spécifique pour chacune des allocations de base. Nous n'avons pas non plus trouvé de commentaire genre spécifique pour chacune des allocations de la catégorie 3. Le SPF indique toutefois, pour chaque programme, à quelle catégorie il appartient. Le 'Programme 31.1 : Communication externe', qui contient des allocations de base de la catégorie 3, a été classé dans la catégorie 3, avec des explications sur la façon dont la dimension de genre sera prise en compte dans les programmes relatifs à la communication externe. Certaines allocations de base du 'Programme 33.1 : moyens politiques développement durable' ont également été classées dans la catégorie 3 et un commentaire genre a été joint pour l'ensemble du programme 33.



## 2.2. SPF Stratégie et Appui (section 06)

- Catégorie 0 : 2 allocations de base (3,28 % du total) pour un montant de 12.138,00 kEUR (8,77 % du total)
- Catégorie 1 : 59 allocations de base ((96,72 % du total) pour un montant de 126.288,00 kEUR (91,23 % du total)
- Catégorie 2 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)
- Catégorie 3 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)



Pourcentage du montant total

### CONCLUSION :

2 allocations de base n'ont pas été catégorisées.

Il n'y a en outre que des allocations de base appartenant à la catégorie 1. Certaines allocations de base font cependant supposer la présence d'une dimension de genre. Par exemple, 'Crédit provisionnel diversité'<sup>9</sup> (40.22.01.00.02), 'Frais de fonctionnement dans le cadre du développement des processus de recrutement et développement' (40.22.12.11.23) et 'Subsides pour la promotion de la Fonction publique' (40.22.33.00.20) appartiennent probablement à la catégorie 3.

La dimension de genre dans le fonctionnement de la DG Budget et Évaluation de la Politique consiste à faciliter au maximum la mise en œuvre du gender budgeting dans le cadre de l'élaboration du budget et à en contrôler l'application technique. Si des budgets sont prévus pour des recherches, des avis, la commande de formations sur mesure, etc., il faudrait donc accorder de l'attention au gender budgeting. Cela s'applique également aux éventuels budgets relatifs à la gestion des contrats d'administration dans lesquels il faut, selon la Loi Gender mainstreaming, obligatoirement intégrer la dimension de genre.

Comme il n'y a pas d'allocations de base de la catégorie 2 ou 3, aucune note de genre ni aucun commentaire genre n'a été joint.

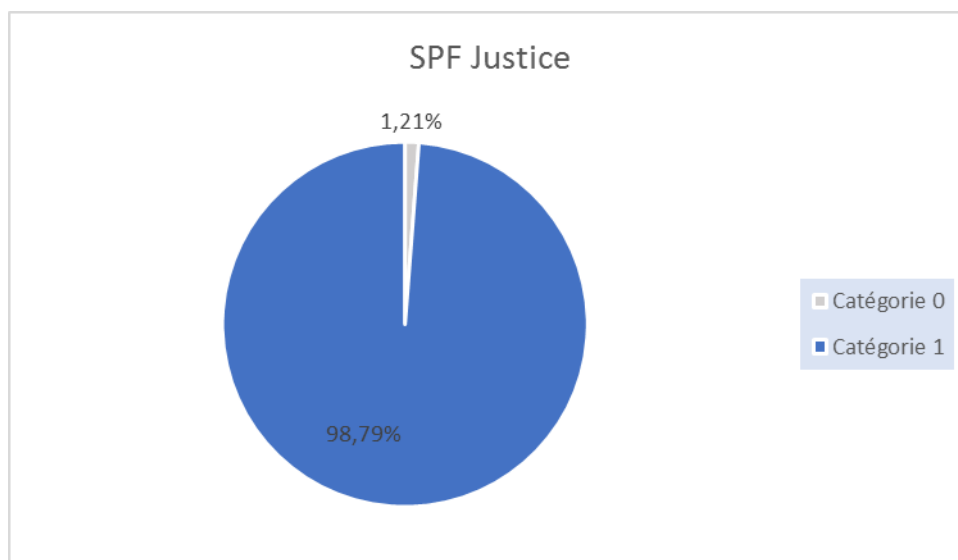
---

<sup>9</sup> La dimension de genre peut être intégrée dans des projets relatifs à l'origine, à l'âge, au handicap, etc. Lorsque des projets concernant le genre sont prévus, une note de genre peut être établie avec le montant (estimé) de ces projets.



### 2.3. SPF Justice (section 12)

- Catégorie 0 : 6 allocations de base (4,03 % du total) pour un montant de 21.719,00 kEUR (1,21 % du total)
- Catégorie 1 : 143 allocations de base (95,97 % du total) pour un montant de 1.767.063,00 kEUR (98,79 % du total)
- Catégorie 2 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)
- Catégorie 3 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)



Pourcentage du montant total

#### CONCLUSION :

6 allocations de base n'ont pas été catégorisées.

Il n'y a en outre que des allocations de base appartenant à la catégorie 1. Certaines allocations de base font cependant supposer la présence d'une dimension de genre. Par exemple, les 'Dépenses relatives à l'information de la politique du département' (40.11.12.11.38), la 'Nourriture et [l']entretien des détenus dans les prisons' (51.11.12.11.31), la 'Dotation à l'Institut de Formation Judiciaire' (56.61.41.40.01) et la 'Dotation à l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie' (62.11.41.30.01) appartiennent probablement à la catégorie 3.

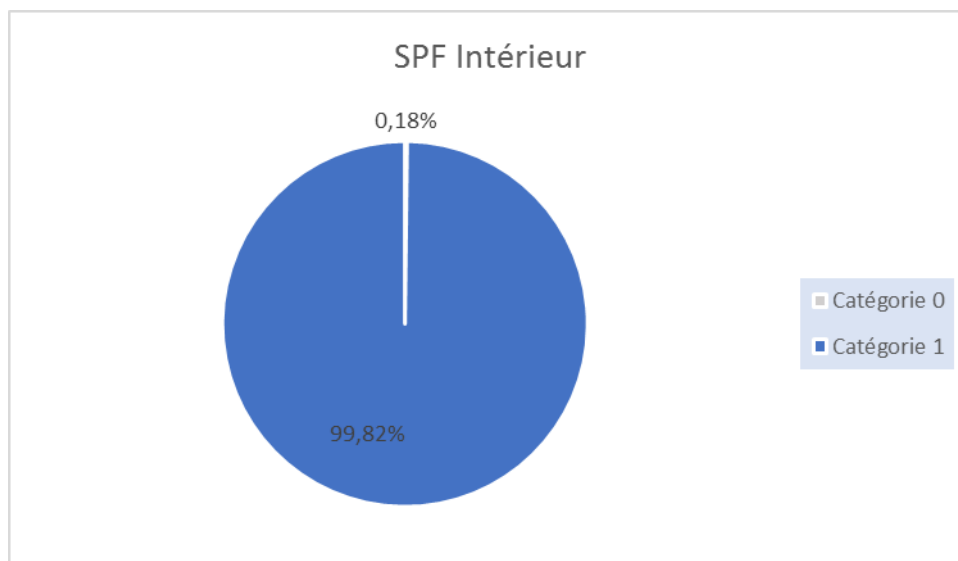
Comme il n'y a pas d'allocations de base de la catégorie 2 ou 3, nous n'avons trouvé aucune note de genre ni aucun commentaire genre.





## 2.4. SPF Intérieur (section 13)

- Catégorie 0 : 4 allocations de base (1,65 % du total) pour un montant de 3.079,00 kEUR (0,18 % du total)
- Catégorie 1 : 239 allocations de base (98,35 % du total) pour un montant de 1.679.496,00 kEUR (99,82 % du total)
- Catégorie 2 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)
- Catégorie 3 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)



Pourcentage du montant total

### CONCLUSION :

4 allocations de base n'ont pas été catégorisées.

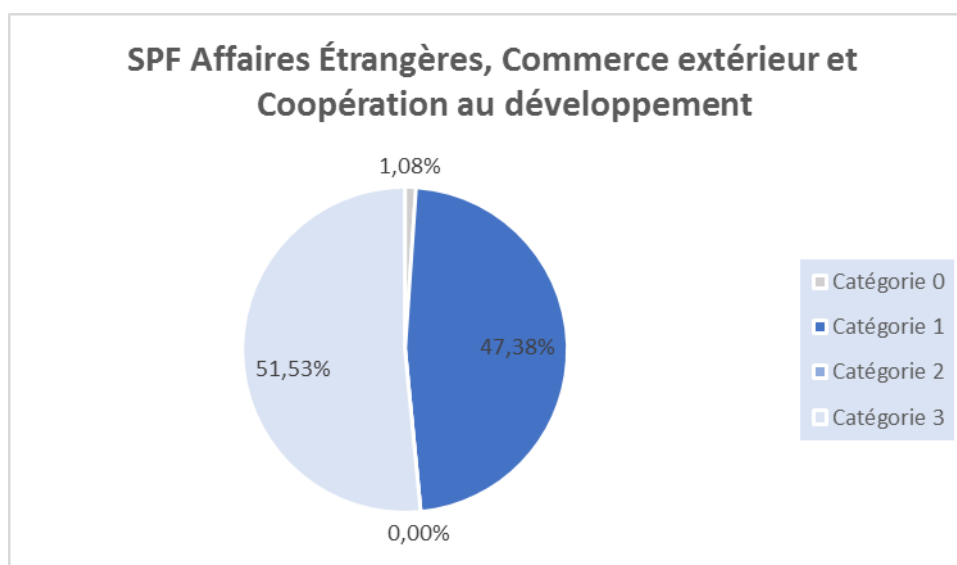
Il n'y a en outre que des allocations de base appartenant à la catégorie 1. Certaines allocations de base font cependant supposer la présence d'une dimension de genre. Par exemple, la 'Dotation à l'Agence Fédérale pour l'accueil des demandeurs d'Asile' (40.42.41.40.44), les 'Crédits variables touchant les frais divers d'administration, de fonctionnement et d'étude ayant trait aux risques d'accidents majeurs' (50.60.12.11.49), les 'Dépenses de fonctionnement liées à des formations ou à des études' (54.80.12.11.01) et l' 'Entretien des étrangers sans moyens d'existence ou se trouvant en situation illégale (habillement, nourriture, soins,...)' (55.13.12.11.24) appartiennent probablement à la catégorie 3.

Comme il n'y a pas d'allocations de base de la catégorie 2 ou 3, nous n'avons trouvé aucune note de genre ni aucun commentaire genre.



## 2.5. SPF Affaires Étrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement (section 14)

- Catégorie 0 : 17 allocations de base (12,06 % du total) pour un montant de 14.784,00 kEUR (1,08 % du total)
- Catégorie 1 : 95 allocations de base (67,38 % du total) pour un montant de 647.819,00 kEUR (47,38 % du total)
- Catégorie 2 : 1 allocation de base (0,71 % du total) pour un montant de 6 kEUR (0,0 % du total)
- Catégorie 3 : 28 allocations de base (19,86 % du total) pour un montant de 704.565,00 kEUR (51,53 % du total)



Pourcentage du montant total

### CONCLUSION :

17 allocations de base n'ont pas été catégorisées.

L'allocation de base 'Dépenses de toute nature en matière de gender mainstreaming' (21.01.12.11.11) a été correctement classée dans la catégorie 2.

De plus, 28 allocations de base ont été placées dans la catégorie 3, elles sont principalement issues de la Division 54 (Direction générale Coopération au Développement). Les autres allocations de base ont été classées dans la catégorie 1. Nous pouvons nous demander si certaines allocations de base de la catégorie 1 ne pourraient pas appartenir à la catégorie 3. Par exemple, les 'Dépenses destinées à promouvoir l'image de marque de la Belgique sur le plan des relations internationales et commerciales' (40.51.12.11.11), les 'Dépenses de toute nature destinées à promouvoir la communication et l'information' (40.61.12.11.01), le 'Subside à l'Institut royal des Relations internationales' (40.71.33.00.02) et les 'Subsides à des associations pour le développement du dialogue entre les cultures et aux organismes qui y sont associés' (51.11.35.40.03). Comme indiqué dans le commentaire genre pour les 'Contributions volontaires pluriannuelles aux organisations internationales partenaires de la coopération multilatérale' (54.31.35.40.02), la contribution à ONU Femmes qui en fait partie appartient à la catégorie 2 et ce montant (4.000 kEUR) pourrait être repris dans la note de genre. Cela s'applique également au montant alloué au Conseil consultatif Genre et Développement.



Aucune note de genre n'a été retrouvée pour les allocations de la catégorie 2.

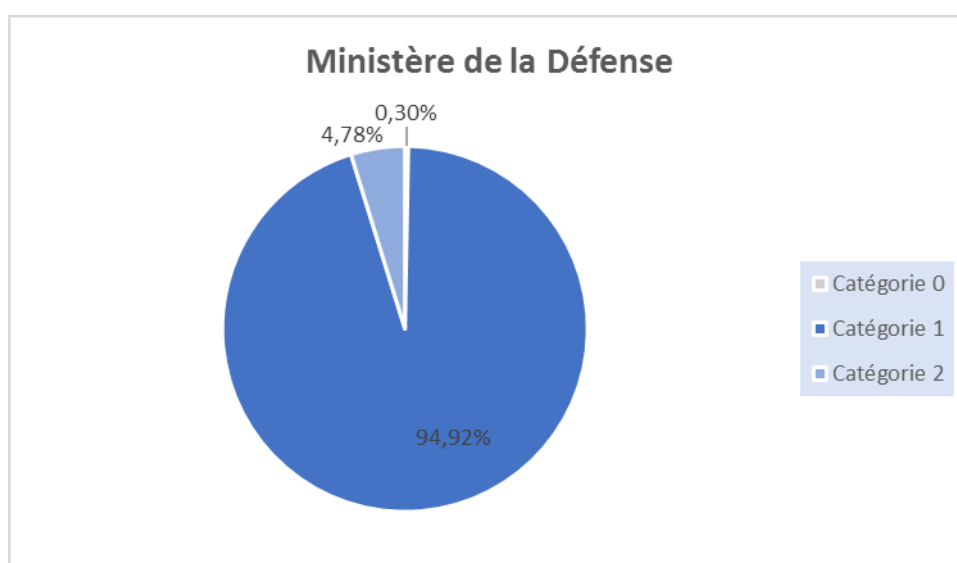
Pour ce qui est de l'allocation de base 'Consolidation de la Paix' (53.41.35.40.02), un commentaire genre spécifique a été repris dans la justification. Ce commentaire genre donne déjà une idée précise de la façon dont l'administration tiendra compte de la dimension de genre : 'À chaque demande de financement auprès du service concerné, il est demandé à l'organisation demanderesse d'indiquer la stratégie de genre'.

La justification des allocations de base de la division 54 (Direction générale Coopération au Développement) comprend un exposé détaillé de la stratégie de genre appliquée et indique, pour chaque groupe d'allocations de base, la façon dont ils tiendront compte de la dimension de genre.



## 2.6. Ministère de la Défense (section 16)

- Catégorie 0 : 1 allocation de base (1,20 % du total) pour un montant de 12.292,00 kEUR (0,30 % du total)
- Catégorie 1 : 80 allocations de base (96,39 % du total) pour un montant de 3.930.998,00 kEUR (94,92 % du total)
- Catégorie 2 : 2 allocations de base (2,41 % du total) pour un montant de 198.004,00 kEUR (4,78 % du total)
- Catégorie 3 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)



Pourcentage du montant total

### CONCLUSION :

1 allocation de base n'a pas été catégorisée.

2 allocations de base ont été placées dans la catégorie 2 : les 'Frais divers de fonctionnement' (50.03.12.11.01) et les 'Contributions aux dépenses de fonctionnement d'organismes de l'Union européenne' (50.41.35.10.01). Aucune de ces allocations de base ne nous semble avoir l'égalité des femmes et des hommes comme objectif principal. Il semble par contre y avoir des allocations de base pour lesquelles il faudrait tenir compte de la dimension de genre. Ces deux allocations de base semblent donc plutôt appartenir à la catégorie 3. Si l'une de ces allocations de base concerne des projets visant spécifiquement la promotion de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, elle doit tout de même être placée dans la catégorie 3. Pour les projets relatifs à l'égalité des chances, il faut alors, conformément à la circulaire gender budgeting, établir une note de genre. Pour les autres projets qui ne sont pas spécifiquement axés sur l'égalité des chances, il faut élaborer un commentaire genre à joindre à la justification des allocations de base.

Il n'y a en outre que des allocations de base de catégorie 1. Certaines allocations de base font cependant supposer la présence d'une dimension de genre. Par exemple, la 'Dotation au Patrimoine



de l'ERM' (50.72.41.50.01) et la 'Subventions à associations<sup>10r</sup> (50.92.33.00.01) ainsi que l'allocation relative notamment aux campagnes de communication, appartiennent probablement à la catégorie 3.

Pour les allocations de base de la catégorie 2, aucune note de genre n'a été jointe mais bien des informations sur le genre dans la justification des allocations de base. Puisqu'aucune allocation n'a été classée dans la catégorie 3, aucun commentaire genre n'a été joint<sup>11</sup> à la justification des allocations de base.

---

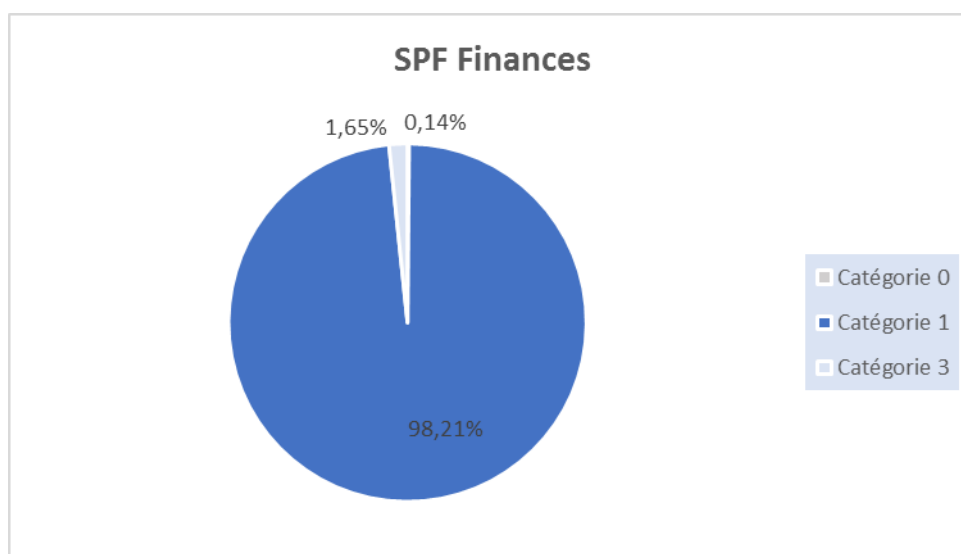
<sup>10</sup> Bien que cette allocation de base ait été classée dans la catégorie 1 dans les 4 tranches de crédits provisoires, elle a toutefois été placée correctement dans la catégorie 3 dans la justification des allocations de base pour le budget préparé pour 2019.

<sup>11</sup> Dans la justification des allocations de base pour le budget préparé pour 2019, certaines allocations de base ont cependant été classées dans la catégorie 3 et accompagnées d'un commentaire genre.



## 2.7. SPF Finances (section 18)

- Catégorie 0 : 3 allocations de base (4,00 % du total) pour un montant de 2.714,00 kEUR (0,14 % du total)
- Catégorie 1 : 71 allocations de base (94,67 % du total) pour un montant de 1.876.207,00 kEUR (98,21 % du total)
- Catégorie 2 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)
- Catégorie 3 : 1 allocation de base (1,33 % du total) pour un montant de 31.500,00 kEUR (1,65 % du total)



Pourcentage du montant total

### CONCLUSION :

3 allocations de base n'ont pas été catégorisées.

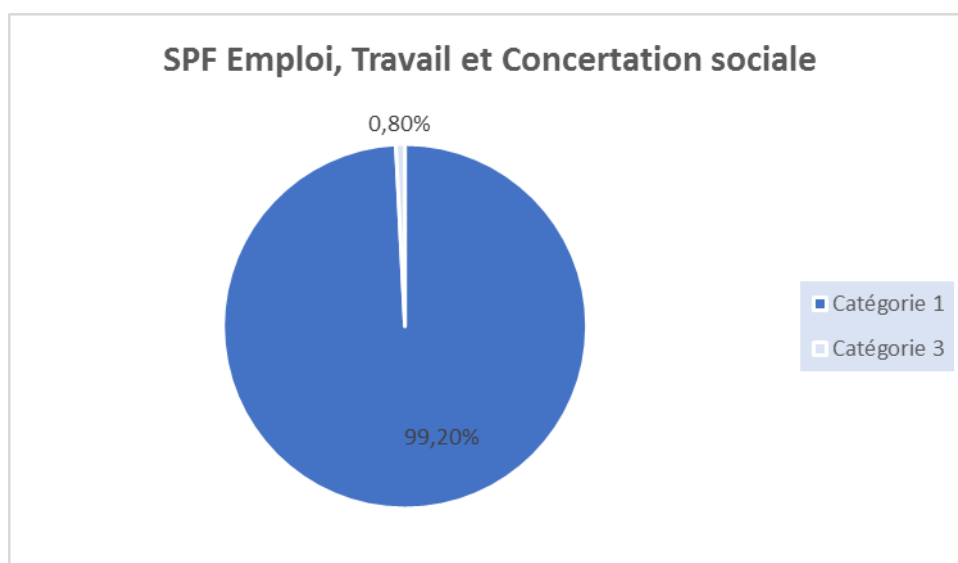
1 allocation de base a été placée dans la catégorie 3. Les autres allocations de base ont été classées dans la catégorie 1. Nous pouvons nous demander si certaines allocations de base de la catégorie 1 ne pourraient pas appartenir à la catégorie 3, par exemple les 'Subventions aux organismes internationaux' (40.03.35.40.41) ainsi que l'allocation qui comprend notamment les campagnes de communication.

Comme il n'y avait pas d'allocations de base de la catégorie 2, nous n'avons trouvé aucune note de genre. Pour l'allocation de base de catégorie 3, un commentaire genre a été joint à la justification des allocations de base.



## 2.8. SPF Emploi, Travail et Concertation sociale (section 23)

- Catégorie 0 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)
- Catégorie 1 : 86 allocations de base (92,47 % du total) pour un montant de 213.611,00 kEUR (99,20 % du total)
- Catégorie 2 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)
- Catégorie 3 : 7 allocations de base (7,53 % du total) pour un montant de 1.716,00 kEUR (0,80 % du total)



Pourcentage du montant total

### CONCLUSION :

Toutes les allocations de base ont été catégorisées.

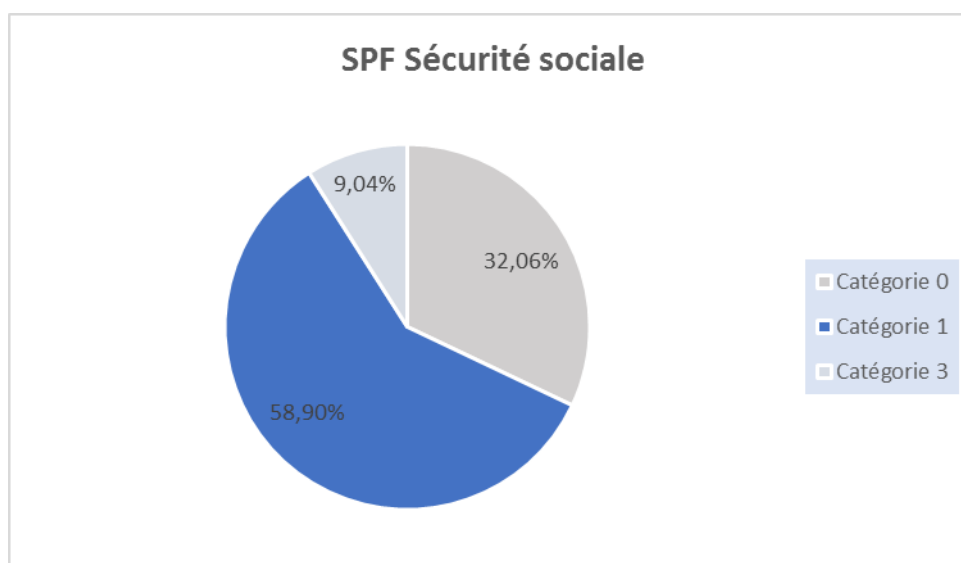
7 allocations de base ont été placées dans la catégorie 3. Les autres allocations de base ont été classées dans la catégorie 1. Nous pouvons nous demander si certaines allocations de base de la catégorie 1 ne pourraient pas appartenir à la catégorie 3, par exemple les 'Frais de fonctionnement relatifs à la politique de la communication' (40.20.33.00.11) et la 'Dotation au Conseil national du travail' (51.10.41.40.02).

Pour les allocations de base de catégorie 3, un commentaire genre a été joint à la justification des allocations de base. Ces commentaires genre donnent déjà clairement une idée de la façon dont la dimension de genre sera prise en compte.



## 2.9. SPF Sécurité sociale (section 24)

- Catégorie 0 : 43 allocations de base (47,78 % du total) pour un montant de 6.488.120,00 kEUR (32,06 % du total)
- Catégorie 1 : 35 allocations de base (38,89 % du total) pour un montant de 11.921.495,00 kEUR (58,90 % du total)
- Catégorie 2 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)
- Catégorie 3 : 12 allocations de base (13,33 % du total) pour un montant de 1.829.512,00 kEUR (9,04 % du total)



Pourcentage du montant total

### CONCLUSION :

43 allocations de base n'ont pas été catégorisées.

12 allocations de base ont été classées dans la catégorie 3. Les autres allocations de base ont été classées dans la catégorie 1. Nous pouvons nous demander si certaines allocations de base de la catégorie 1 ou 0 ne pourraient pas appartenir à la catégorie 3, par exemple le 'Comité national des pensions' (57.51.41.40.02) et la 'Dotation au Centre d'Expertise des Soins de Santé' (58.41.42.20.01).

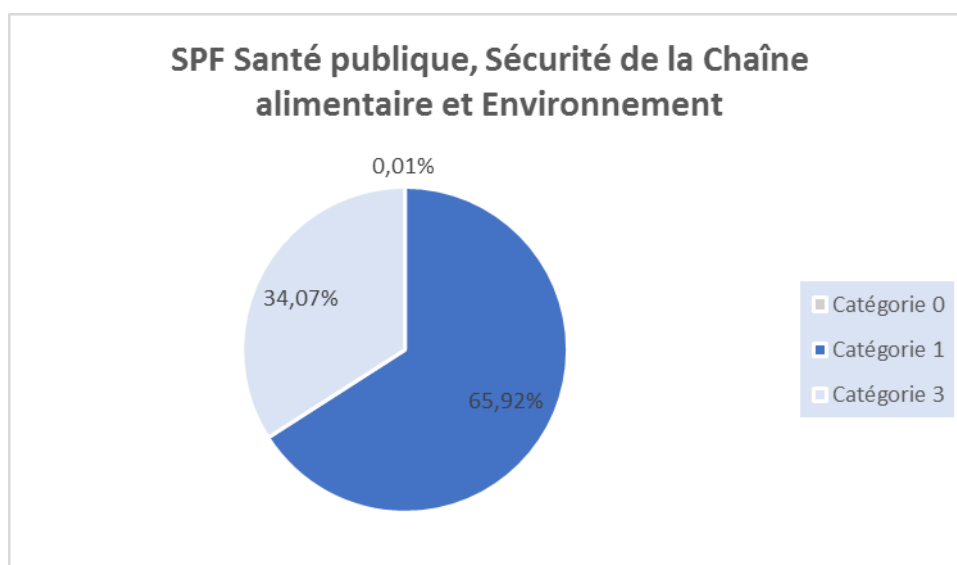
Comme il n'y a pas d'allocations de base de la catégorie 2, nous n'avons trouvé aucune note de genre. -Nous avons trouvé un commentaire genre pour la plupart des allocations de base de la catégorie 3. Bien que certains commentaires genre aient été très bien rédigés, d'autres pourraient mentionner plus clairement la façon dont les éventuelles différences entre les femmes et les hommes seront prises en considération, au lieu d'indiquer uniquement que les projets ou actions concernent un public-cible qui compte aussi bien des femmes que des hommes. La mention, à plusieurs reprises, de l'utilisation de statistiques ventilées par sexe est un point très positif.





## 2.10. SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement (section 25)

- Catégorie 0 : 1 allocation de base (0,52 % du total) pour un montant de 45,00 kEUR (0,01 % du total)
- Catégorie 1 : 162 allocations de base (84,8 % du total) pour un montant de 294.766,00 kEUR (65,92 % du total)
- Catégorie 2 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)
- Catégorie 3 : 28 allocations de base (14,66 % du total) pour un montant de 152.344,00 kEUR (34,07 % du total)



Pourcentage du montant total

### CONCLUSION :

1 allocation de base n'a pas été catégorisée.

28 allocations de base ont été placées dans la catégorie 3. Les autres allocations de base ont été classées dans la catégorie 1. Nous pouvons nous demander si certaines allocations de base de la catégorie 1 ne pourraient pas appartenir à la catégorie 3, par exemple la 'Campagne d'information don d'organes' (51.32.12.11.01), les 'Projets-pilote drogue' (51.42.12.11.13) et les 'Études dans le cadre des obligations UE' (54.31.12.11.13).

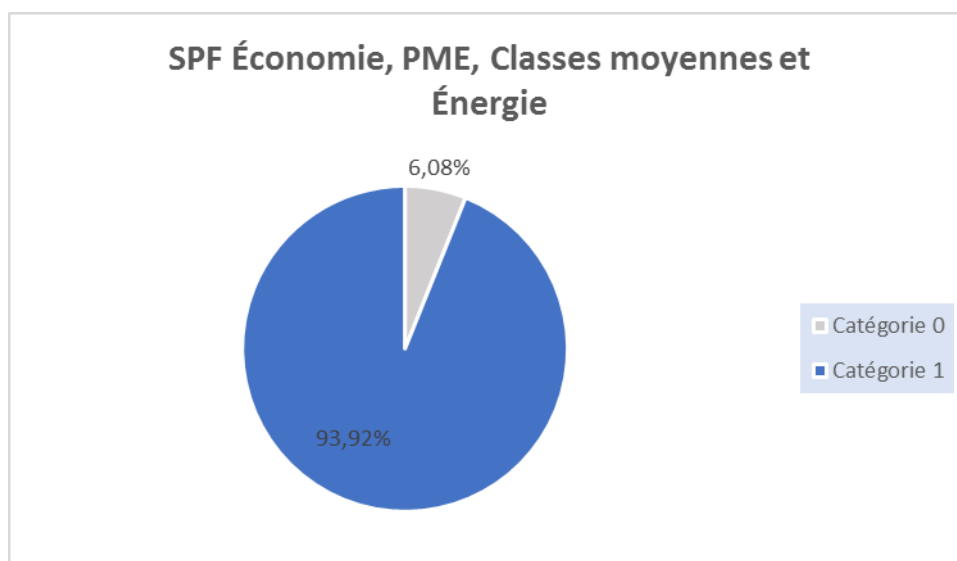
Comme il n'y avait pas d'allocations de base de la catégorie 2, nous n'avons trouvé aucune note de genre.

Nous n'avons pas trouvé de commentaire genre pour toutes les allocations de base de la catégorie 3. Bien que certains commentaires genre aient été très bien rédigés, d'autres pourraient mentionner plus clairement la façon dont les éventuelles différences entre les femmes et les hommes seront prises en considération, au lieu d'indiquer uniquement que les projets ou actions concernent un public-cible qui compte aussi bien des femmes que des hommes.



## 2.11. SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie (section 32)

- Catégorie 0 : 11 allocations de base (6,08 % du total) pour un montant de 36.113,00 kEUR (6,08 % du total)
- Catégorie 1 : 170 allocations de base (93,42 % du total) pour un montant de 557.921,00 kEUR (93,92 % du total)
- Catégorie 2 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)
- Catégorie 3 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)



Pourcentage du montant total

### CONCLUSION :

11 allocations de base n'ont pas été catégorisées.

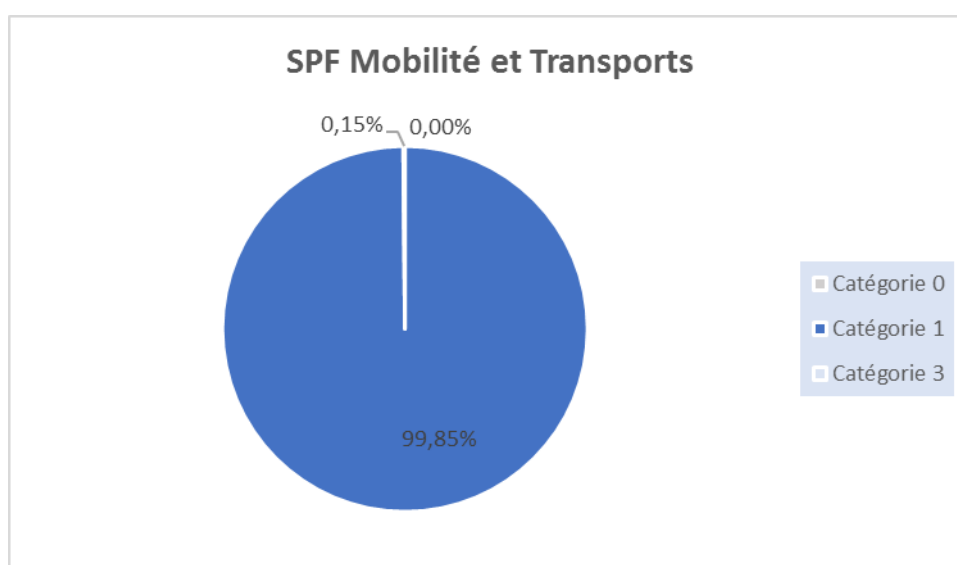
Il n'y a en outre que des allocations de base appartenant à la catégorie 1. Certaines allocations de base font cependant supposer la présence d'une dimension de genre. Par exemple, 'Intervention dans les frais de publication de rapports et d'études, ainsi que dans les frais d'organisation de congrès et de colloques' (21.40.33.00.01), la 'Subvention au Conseil Central de l'Économie' (21.40.41.40.02), les 'Études prospectives' (42.60.12.11.21), la 'Subvention au Conseil supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises' (45.10.41.40.02), les 'Subventions aux sociétés statistiques nationales' (48.40.33.00.05) et la 'Dotation au Bureau fédéral du Plan' (60.10.41.40.03) appartiennent probablement à la catégorie 3.

Comme il n'y a pas d'allocations de base de la catégorie 2 ou 3, nous n'avons trouvé aucune note de genre ni aucun commentaire genre.



## 2.12. SPF Mobilité et Transports (section 33)

- Catégorie 0 : 1 allocation de base (0,75 % du total) pour un montant de 49,00 kEUR (0,00 % du total)
- Catégorie 1 : 131 allocations de base (97,76 % du total) pour un montant de 3.334.381,00 kEUR (99,85 % du total)
- Catégorie 2 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)
- Catégorie 3 : 2 allocations de base (1,49 % du total) pour un montant de 5.034,00 kEUR (0,15 % du total)



Pourcentage du montant total

### CONCLUSION :

1 allocation de base n'a pas été catégorisée.

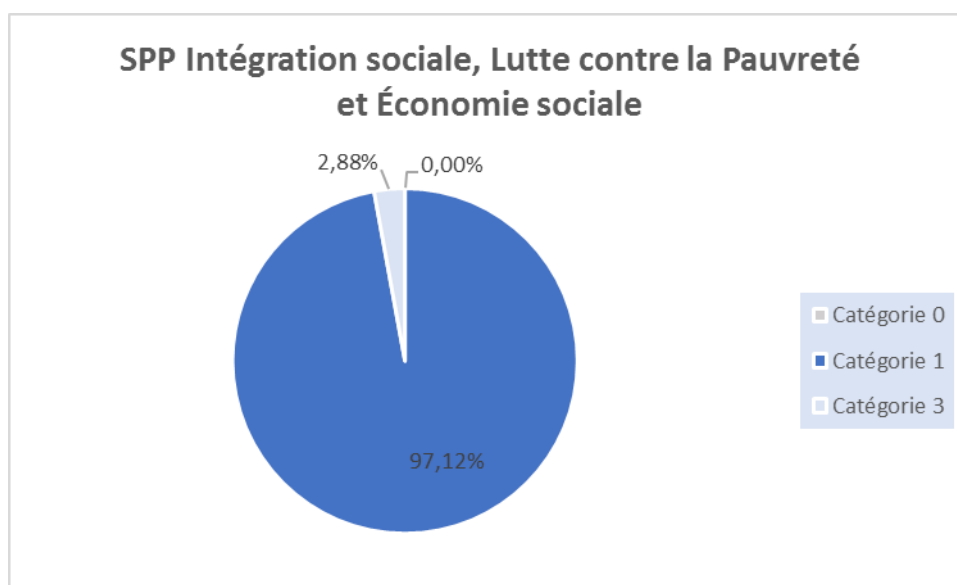
2 allocations de base ont été placées dans la catégorie 3. Les autres allocations de base ont été classées dans la catégorie 1. Certaines allocations de base font cependant supposer la présence d'une dimension de genre. Par exemple, les 'Subsides en matière de mobilité et de transport' (21.10.33.00.01) et les 'Subsides Vias Institut' (56.71.33.00.01) appartiennent probablement à la catégorie 3.

Comme il n'y a pas d'allocations de base de la catégorie 2, nous n'avons trouvé aucune note de genre. Nous avons trouvé des commentaires genre pour les deux allocations de base de la catégorie 3. L'un de ces commentaires genre mentionne uniquement que le genre sera pris en compte dans les actions de la cellule communication, sans toutefois préciser de quelle façon. L'autre commentaire genre donne davantage de détails concernant la manière dont la dimension de genre sera intégrée dans les enquêtes du SPF. La justification des allocations de base stipule en outre que les activités mentionnées dans le cadre du 'Programme 7 : Mobilité durable' tiendront compte de l'aspect de genre.



### 2.13. SPP Intégration sociale, Lutte contre la Pauvreté et Économie sociale (section 44)

- Catégorie 0 : 1 allocation de base (2,38 % du total) pour un montant de 30,00 kEUR (0,00 % du total)
- Catégorie 1 : 25 allocations de base (59,52 % du total) pour un montant de 1.418.660,00 kEUR (97,12 % du total)
- Catégorie 2 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)
- Catégorie 3 : 16 allocations de base (38,10 % du total) pour un montant de 42.012,000 kEUR (2,88 % du total)



Pourcentage du montant total

#### CONCLUSION :

1 allocation de base n'a pas été catégorisée.

16 allocations de base ont été placées dans la catégorie 3. Les autres allocations de base ont été classées dans la catégorie 1. Plusieurs d'entre elles appartiennent peut-être toutefois à la catégorie 3, comme par exemple les 'Frais de fonctionnement Experts du vécu dans la Santé' (55.16.12.11.01).

Comme il n'y avait pas d'allocations de base de la catégorie 2, nous n'avons trouvé aucune note de genre.

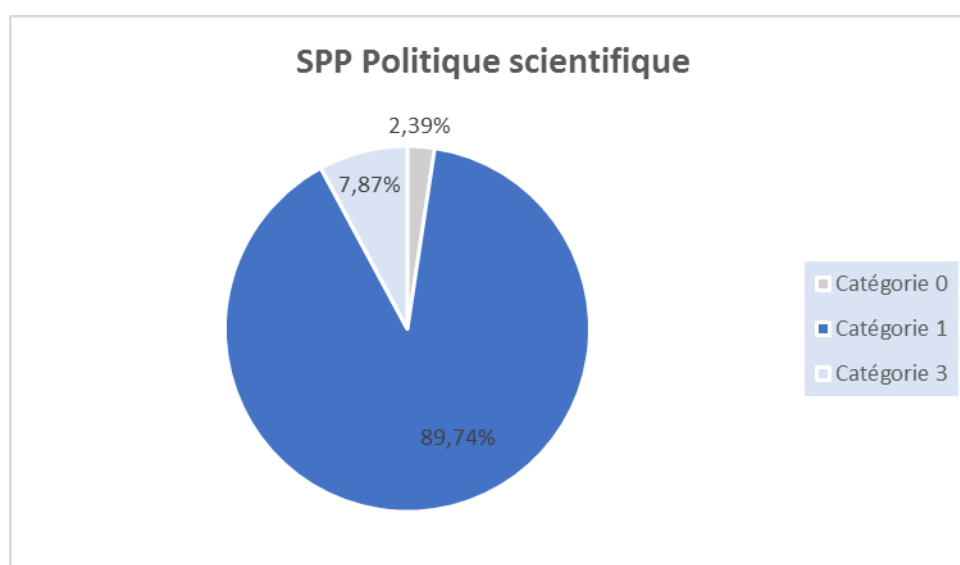
Dans la justification des allocations de base, pour chaque allocation de base, l'administration mentionne la catégorie attribuée, et pour quelle raison. Bien que certains commentaires genre pour la catégorie 3 aient été très bien rédigés, d'autres pourraient mentionner plus clairement la façon dont les éventuelles différences entre les femmes et les hommes seront prises en considération, au lieu d'indiquer uniquement que les projets ou actions concernent un public-cible qui compte aussi bien des femmes que des hommes.

Dans certains cas, la catégorie mentionnée dans les tableaux des crédits du budget général des dépenses ne correspond pas à l'explication donnée dans le commentaire genre de la justification.



## 2.14. SPP Politique scientifique (section 46)

- Catégorie 0 : 4 allocations de base (5,63 % du total) pour un montant de 10.480,00 kEUR (2,39 % du total)
- Catégorie 1 : 62 allocations de base (87,32 % du total) pour un montant de 392.760,00 kEUR (89,74 % du total)
- Catégorie 2 : 0 allocation de base (0 % du total) pour un montant de 0 kEUR (0 % du total)
- Catégorie 3 : 5 allocations de base (7,04 % du total) pour un montant de 34.448,00 kEUR (7,87 % du total)



Pourcentage du montant total

### CONCLUSION :

4 allocations de base n'ont pas été catégorisées.

5 allocations de base ont été placées dans la catégorie 3. Les autres allocations de base ont été classées dans la catégorie 1. Certaines d'entre elles appartiennent cependant peut-être à la catégorie 3, par exemple les 'Mesures d'accompagnement' (60.11.12.11.17), les 'Dépenses liées aux contrats, conventions et mandats relatifs aux programmes et actions de R-D dans le cadre international' (60.21.45.00.57) et le 'Soutien aux organisations culturelles' (61.14.33.00.11).

Comme il n'y a pas d'allocations de base de la catégorie 2, nous n'avons trouvé aucune note de genre. Pour les allocations de base de catégorie 3, un commentaire genre a été joint à la justification des allocations de base. Ces commentaires genre donnent déjà clairement une idée de la façon dont la dimension de genre sera prise en compte.